

CONTRAT

MARCHE DE SERVICES RELATIF A LA MISE EN OEUVRE DE PRESTATIONS DE DEBRIEFING PSYCHOLOGIQUE AU BENEFICE DES SALARIES DE FRANCE TRAVAIL DE LA REGION OCCITANIE

Procédure prévue à l'article L.2123-1 du code de la commande publique

DISPOSITIONS PARTICULIERES

1.1. IDENTITE DES PARTIES

Le présent marché est conclu entre :

France Travail Occitanie, établissement public administratif (SIRET n°130 005 48 116), représentée par sa directrice régionale, Madame Karine MEININGER, dûment habilité à cet effet, domicilié en cette qualité : Bâtiment E - 33 avenue Georges Pompidou, BP 93186, 31131 Balma cedex,

ci-après dénommé « France Travail » d'une part,

et la personne morale :

Indiquer la raison ou dénomination sociale, adresse du siège social, forme juridique, numéro SIRET, numéros de téléphone et de télécopie et courriel.

Si différent, indiquer la raison ou dénomination sociale, adresse, forme juridique et numéro SIRET, numéros de téléphone et de télécopie et courriel du service ou établissement chargé de l'exécution des prestations objet du ou des marchés publics.

représentée par :

Indiquer les nom, prénom, qualité, numéro de téléphone et courriel du signataire ayant compétence à cet effet.

- ☐ agissant en tant que candidat individuel ;
- ☐ agissant en tant que mandataire du groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique conformément au Document de candidature remis dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu.

ci-après dénommé « le Titulaire » d'autre part.

1.2. AVANCE

En application de l'article 7.6 du Contrat, le Titulaire indique :

- ☐ renoncer au bénéfice de l'avance prévue à ce même article ;
☐ ne pas renoncer au bénéfice de l'avance prévue à ce même article.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, l'avance est répartie entre les membres du groupement selon la clef de répartition suivante :

Désignation des membres du groupement d'opérateurs économiques	Pourcentage de répartition de l'avance
Lot n° [à compléter par le candidat]	
	%
	%
Lot n° [à compléter par le candidat]	
	%
	%

1.3. COORDONNEES BANCAIRES

Les sommes dues au titre du ou des marchés sont libérées par virement sur le ou les comptes bancaires dont le ou les relevés BIC IBAN sont joints.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du marché sont versées, lorsque le groupement est conjoint, sur le compte de chacun des membres du groupement conformément à la répartition des prestations figurant à la rubrique 1.4 des Dispositions particulières ou, lorsque le groupement est solidaire, sur le compte unique géré par le mandataire du groupement.

Joindre sur cette page le ou les relevés BIC IBAN.

1.4. LE CAS ECHEANT, GROUPEMENT CONJOINT D'OPERATEURS ECONOMIQUES

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique sous une forme conjointe, les prestations sont réparties entre les membres du groupement comme indiqué ci-dessous :

Désignation des membres du groupement d'opérateurs économiques	Prestations exécutées	Montant en € HT
Lot n° 1 [à compléter par le candidat]		
Lot n° 2 [à compléter par le candidat]		

1.5. DECISION DE FRANCE TRAVAIL (RUBRIQUE RESERVEE A FRANCE TRAVAIL)

L'offre est acceptée en ce qui concerne :

- ☐ l'ensemble des lots de la consultation
- ☐ le ou les lots suivants de la consultation :
- Lot n°1 :
- Lot n°2 :

1.6. NOTIFICATION DU MARCHE (RUBRIQUE RESERVEE A FRANCE TRAVAIL)

Est remise au Titulaire, à titre de notification du marché, une copie du présent Contrat

- ☐ via le profil d'acheteur
- Fait à _____, le _____
- Signature du représentant du Titulaire :
- ☐ par recommandé électronique

Agrafer sur cette page l'avis de réception.

DISPOSITIONS GENERALES

I. CADRE DU MARCHE

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

I. - OBJET DU MARCHE

Le présent marché de services a pour objet la mise en œuvre de prestations de débriefing psychologique à la suite d'un événement traumatisant lié au contexte professionnel au bénéfice des salariés de France Travail Occitanie, telles que ces prestations sont décrites au présent contrat et au cahier des charges fonctionnel et technique et ses annexes.

II. - FORME ET DUREE

II.1 - Forme et quantité

Le présent marché prend la forme d'un accord-cadre, conclu avec un seul titulaire, exécuté par émission de bons de commande avec un maximum exprimé en valeur.

Pour la première période contractuelle d'exécution du marché (période de 2 ans ferme), le maximum est fixé à 100 000 € TTC soit 83 333,33€ HT.

Pour chaque période contractuelle en cas de reconduction, le titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que le taux de variation, à la hausse comme à la baisse, de ce nombre maximum est au plus égal à 10% par rapport au nombre maximum défini pour la première période contractuelle, divisés par 2.

Le titulaire est engagé à concurrence du maximum.

II.2 - Durée

Le présent marché est à conclure à compter du 1^{er} janvier 2025 pour une durée ferme de 2 ans, reconductible 2 fois pour une période de 1 an pour chaque reconduction.

Aux fins de reconduction, France Travail Occitanie se prononce au plus tard deux mois avant l'échéance de chaque période contractuelle d'exécution du marché en notifiant par écrit au Titulaire sa décision de reconduire le marché. Faute de décision notifiée dans ce délai, France Travail est considérée comme ayant renoncé à la reconduction du marché.

Le Titulaire ne peut refuser la reconduction du marché ; il ne saurait prétendre à aucune indemnité du fait de la non reconduction du marché.

III. - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant :

- le présent Contrat
- le cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT)
- le Bordereau des prix du Titulaire
- l'offre technique du Titulaire figurant au Cadre de réponse.
- Le cas échéant, la demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement

Les avenants les cas échéants conclus en cours d'exécution du marché en sont également des pièces constitutives.

IV. - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ

IV.1 - Modalités d'émission et d'exécution des bons de commande

Le marché s'exécute par émission de bons de commande successifs, selon les besoins de France Travail Occitanie. Dans le cadre du présent marché, les prestations sont déclenchées par la fiche de signalement (mode de transmission sécurisé via AxCrypt ou 7.zip) qui vaut bon de commande une fois acceptée et signée par France Travail Occitanie.

Chaque fiche de signalement valant bon de commande est transmise au Titulaire par tout moyen et comporte les mentions suivantes :

- la raison ou dénomination sociale et adresse complète du Titulaire
- le numéro du marché
- Le numéro de la fiche de signalement et sa date d'émission
- Les éléments de contexte
- La description des prestations attendues (action(s) individuelle(s), action(s) collective(s)) et les quantités).
- A titre indicatif, le nombre de psychologues mobilisés
- Le cas échéant, des conseils et des recommandations pour l'équipe impliquée dans la gestion de l'événement avant l'arrivée sur site des psychologues
- Le délai d'intervention à compter de l'envoi par France Travail de la fiche de signalement acceptée et signée par lui, (ce délai peut être inférieur au délai maximum de prise en charge défini dans son offre mais il ne peut en aucun cas être supérieur au délai maximum figurant au CCFT)
- Le montant total de la commande conformément au(x) prix figurant au Bordereau des prix.

En cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le Titulaire en avertit l'émetteur par tout moyen, dans un délai maximum de 3 heures ouvrées à compter de sa date de notification au Titulaire.

France Travail Occitanie se réserve le droit d'émettre des bons de commande à tout moment pendant la durée du marché. Le Titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont la durée d'exécution va au-delà de la durée du marché dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière.

IV.2. - Personnels affectés par le Titulaire à l'exécution des prestations

Les interventions de debriefing psychologique sont réalisées par des psychologues au sens de la loi n°85-772 du 25 juillet 1985 modifiée portant diverses dispositions d'ordre social, du décret n°90-225 du 22 mars 1990 modifié fixant la liste des diplômes permettant de faire usage professionnel du titre de psychologue et de l'arrêté du 19 août 2019 relatif aux modalités d'organisation et de validation du stage professionnel prévu par le décret susvisé.

Le Titulaire s'engage à communiquer à France Travail Occitanie la liste exhaustive des psychologues intervenants (nom, prénom et compétences particulières), leur *curriculum vitae* accompagné de leur numéro ADELI au cours de la réunion de lancement.

Le Titulaire est soumis aux obligations générales relatives à la protection du secret. Il doit prendre toutes ses dispositions pour la conservation et la protection des éléments qui lui sont confiés, en particulier au cours des entretiens.

Tous les renseignements, documents et informations transmis au titulaire ou dont il a pu avoir connaissance, soit avant la signature du présent marché, soit au cours de son exécution, sont considérés comme confidentiels.

Le Titulaire s'engage à respecter le secret professionnel.

Le Titulaire s'engage à faire respecter cette clause par l'ensemble de son personnel et tout partenaire éventuellement impliqué dans le cadre du présent marché.

En cas de violation par le Titulaire des obligations mentionnées ci-dessus, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le Titulaire s'expose à la résiliation sans préavis et sans indemnité du marché. En fonction du préjudice subi, France Travail Occitanie se réserve le droit de réclamer des indemnités de réparation.

Le Titulaire assume en toute hypothèse l'entière responsabilité du nombre et de la désignation des personnels affectés à l'exécution du marché. Il garantit que ceux-ci disposent des connaissances et compétences nécessaires à l'exécution du marché et s'engage sur leur implication dans la mise en œuvre des prestations.

France Travail Occitanie se réserve la faculté de, à tout moment pendant l'exécution du marché, solliciter par courrier recommandé avec accusé de réception, dûment motivé par des raisons professionnelles, le remplacement de l'un des personnels affectés à l'exécution des prestations. Le Titulaire s'engage à, dans un délai maximum de dix jours calendaires à compter de la date de réception de la demande, lui proposer un remplaçant d'expérience et de compétences au moins équivalentes ; à cet effet, il transmet à France Travail le *curriculum vitae* et le numéro ADELI du remplaçant proposé. Les dispositions du présent alinéa sont également applicables dans le cas où le remplacement intervient à l'initiative du Titulaire, pour quelle que cause que ce soit, notamment la démission, le licenciement, le décès ou l'absence de longue durée (maladie ou accident) de la personne en cause ; dans ce cas, le délai précité de dix jours calendaires court à compter de la date à laquelle le Titulaire a connaissance de la nécessité du remplacement.

En toute hypothèse, le silence gardé par France Travail Occitanie dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la date de réception par ses soins du *curriculum vitae* et du numéro ADELI correspondant vaut acceptation du remplaçant ou nouvelle personne proposée. En cas de refus porté à la connaissance du Titulaire dans ce même délai, le Titulaire est tenu de proposer un nouveau remplaçant dans les conditions prévues au présent article.

Le Titulaire prend toute mesure pour que ces éventuels remplacements et affectations de nouveaux personnels à l'exécution des prestations ne perturbent en rien le calendrier et la qualité des prestations fournies. Les coûts induits sont intégralement supportés par le Titulaire, qui fait également son affaire des éventuels litiges de toute nature avec son personnel qui trouveraient leur origine dans une demande de remplacement ou un refus de France Travail.

Sans préjudice des dispositions de l'article VI.1 du présent Contrat, le Titulaire se conforme strictement à la législation et à la réglementation du travail qui lui est applicable. Le personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure sous la responsabilité exclusive du Titulaire pendant toute la durée d'exécution du marché.

IV.3. - Vérification et admission des prestations

Les opérations de vérification ont pour objet de contrôler la conformité des prestations aux spécifications du marché sur la base du bilan transmis par le titulaire.

France Travail Occitanie prononce la réception des prestations qui répondent en tous points aux stipulations du marché. La date de prise d'effet de la réception est précisée dans la décision de réception ; à défaut, c'est la date de notification de cette décision. La réception peut être assortie de réserves. Le Titulaire doit y remédier en apportant les corrections nécessaires dans le délai fixé par France Travail. L'émission de réserves justifie que tout ou partie des demandes de règlement soit refusée et subordonnée à la constatation des corrections nécessaires.

Lorsque France Travail Occitanie constate que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché mais qu'elles peuvent néanmoins être utilisées en l'état, il peut prononcer une réception avec réfaction qui consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. La date de prise d'effet de la réception avec réfaction est précisée dans la décision ; à défaut c'est la date de notification de cette décision.

Lorsque France Travail Occitanie constate que les prestations ne répondent pas aux spécifications du marché et qu'il n'est pas en mesure d'en prononcer la réception (avec ou sans réserves), il en prononce le rejet. Du fait de ce rejet, France Travail Occitanie est en droit de refuser tout ou partie des demandes de règlement. Dans ce cas, le Titulaire est tenu d'exécuter à nouveau les prestations concernées dans un délai qui est fixé par France Travail.

IV.4 - Pénalités

Sans préjudice des dispositions de l'article X.1 du présent Contrat, le Titulaire est, sans mise en demeure préalable, redevable de pénalités dans les conditions définies ci-après :

Prestations	Pénalités
Permanence en cas de signalement	200 € par jour en cas d'indisponibilité dès le premier jour
Envoi de la fiche de signalement (axcrypt ou 7.zip)	20 € à compter de la 1 ^{ère} heure de retard
Prise en charge des agents (au-delà de la durée sur laquelle il s'est engagé dans sa fiche de signalement)	40 € à compter de la 1 ^{ère} heure de retard
Envoi du bilan de l'intervention	50 € par jour de retard dès le premier jour de retard

Le Titulaire encourt une pénalité dans tous les cas où, mis en demeure par France Travail dans les conditions fixées à l'article L.8222-6 du code du travail, il ne s'acquitte pas des formalités prévues aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du même code dans le délai prévu à l'article L.8222-6 du même code. Le montant de cette pénalité est de 3 000 €.

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que l'application des pénalités définies au présent article ne revêt en aucun cas un caractère libératoire. Le montant des pénalités appliquées est plafonné à 30% du montant total HT des prestations effectivement commandées au titre du marché. Sous cette réserve, les pénalités sont appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation du marché.

V. - PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

V.1 - Prix

V.1.1 – Forme des prix

Le marché est conclu aux prix unitaires hors taxes figurant au Bordereau des prix.

Les prix mentionnés dans le bordereau des prix comprennent tous les éventuels frais de déplacement, d'hébergement et de restauration etc. Aucune demande de remboursement de frais ne sera acceptée par France Travail Occitanie.

Les prix sont réputés complets et comprennent notamment : l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation ; tous les frais exposés pour l'exécution des prestations, y compris les éventuels frais de déplacement des personnels, d'acquisition de matériels et documentation, les frais de reproduction des supports pédagogiques, la totalité des frais de gestion, y compris les frais de représentation et de coordination du mandataire dans le cas où le Titulaire du marché est un groupement momentané d'opérateurs économiques constitué en application de l'article 45 du code de la commande publique.

V.1.2 – Révision des prix

Les prix sont fermes sur les deux premières années d'exécution du marché.

Au-delà de cette période et en cas de reconduction, ils sont révisibles annuellement à la date d'anniversaire de la date d'effet du marché.

Le calcul des nouveaux prix se fait en application de la formule suivante :

$P = P_o (0,7 * I / I_o + 0,3)$ dans laquelle :

- P = Prix révisé
- P_o = Prix d'origine indiqué au Bordereau des prix
- I = Dernière valeur connue à la date de calcul de la révision des prix de l'indice du coût horaire du travail révisé - Tous salariés - Activités spécialisées, scientifiques, techniques
- I_o = Valeur de l'indice « du coût horaire du travail révisé - Tous salariés - Activités spécialisées, scientifiques, techniques » à la date de notification du marché

France Travail Occitanie informe le titulaire des nouveaux prix issus de l'application de la formule de révision des prix au moins 1 mois avant la date anniversaire du marché.

Il est entendu que l'augmentation des prix ne doit pas dépasser 2%. Au delà de cette limite, France Travail Occitanie se réserve la possibilité de refuser la révision des prix et de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article X du présent contrat.

Seuls les tarifs révisés validés par France Travail Occitanie peuvent être pris en compte.

V.1.3 - Avance

La notification du marché et chaque période contractuelle suivante en cas de reconduction ouvrent droit au versement d'une avance d'un montant de 5% du montant TTC du marché pour la période contractuelle considérée. Le montant du marché à prendre en considération est le montant de la prestation forfaitaire auquel s'ajoute le montant maximum des prestations susceptibles d'être commandées pour la période d'exécution considérée.

La demande du Titulaire à bénéficier de cette avance ou son renoncement à en bénéficier est stipulée à la rubrique 1.2 des Dispositions particulières du Contrat. A défaut de stipulation expresse, le Titulaire est considéré comme renonçant à bénéficier de l'avance.

L'avance est remboursée à France Travail par précompte du montant total de chaque facture reçue à compter 4^{ème} mois suivant la notification du marché ou sa reconduction jusqu'au complet remboursement de l'avance.

L'avance prévue au présent article ne présente pas le caractère d'un règlement partiel définitif.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, l'avance est répartie entre les membres du groupement selon la clef de répartition précisée à la rubrique 1.2 des Dispositions particulières de Contrat.

Dans le cas où le Titulaire a présenté un sous-traitant avant la notification du marché, à la remise du dossier de réponse, l'assiette de l'avance au versement de laquelle il a droit est réduite du montant maximum des prestations à payer directement au sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, tel que figurant dans la Demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement. La demande du sous-traitant à bénéficier de cette avance ou son renoncement à en bénéficier est stipulée dans ce même document. A défaut de stipulation expresse, le sous-traitant est considéré comme renonçant à bénéficier de l'avance. Dans le cas où le Titulaire a bénéficié de l'avance et qu'en cours d'exécution du marché, il envisage de sous-traiter des prestations, il rembourse à France Travail la part d'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, y compris dans le cas où le sous-traitant n'entend pas bénéficier de l'avance.

V.2 - Modalités de règlement

Les prestations réceptionnées par France Travail sont réglées à terme échu, sur présentation d'une facture mensuelle conforme et faisant apparaître le détail d'un coût par intervenant.

Les factures sont établies en un exemplaire original et libellées à l'ordre de France Travail. Elles portent a minima les mentions suivantes :

- l'intitulé et le numéro du marché
- l'identification complète du Titulaire (raison ou dénomination sociale, adresse)
- le numéro de son compte postal ou bancaire
- son numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés, son numéro de SIRET
- la date d'établissement de la facture
- la référence du marché (date et numéro)
- le numéro de commande SAP (de type « 44XXXXXX ») indiqué par France Travail sur son bon de commande, à reporter obligatoirement sur les factures émises à destination de France Travail (A noter : les factures ne mentionnant pas ce numéro de commande SAP ne pourront pas être traitées dans les délais contractuels prévus)
- L'adresse de facturation mentionnée sur le bon de commande doit être l'adresse d'envoi unique des factures.
- le détail des prestations réalisées et leur montant conformément au bordereau des prix
- le montant total de la facture
- l'apposition sur la facture de la mention « original ».

En application des articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique, les factures et pièces justificatives du paiement du prix sont adressées *via* la solution de facturation électronique Chorus Portail Pro 2017. La transmission d'une facture par une autre voie n'est pas prise en compte.

Les factures sont réglées dans un délai maximum de 30 jours calendaires à compter de la date de réception de la facture ou la date de la constatation de la conformité des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt appliqué par la BCE à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Dans le cas où le Titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, les factures sont émises par chacun des membres du groupement pour les prestations qu'il exécute. Ces factures sont visées par le mandataire qui les transmet à France Travail. Les sommes dues sont versées :

- lorsque le groupement est conjoint sur le compte de chacun des membres du groupement selon la répartition annoncée à la rubrique 1.4 du contrat,
- lorsque le groupement est solidaire sur le compte unique géré par le mandataire du groupement.

Dans tous les cas, le montant à régler au Titulaire est arrêté par France Travail qui notifie le cas échéant au Titulaire le fait qu'un avoir doit être établi pour tenir compte, notamment, des pénalités imposées.

Les demandes de paiement émises par les sous-traitants dans l'hypothèse d'un paiement direct doivent être présentées de manière identique et être, de surcroît, visées par le Titulaire avant transmission à France Travail.

Pour plus d'informations, il convient de se renseigner sur la réglementation en vigueur :

<http://www.economie.gouv.fr/aife/agence-pour-linformatique-financiere-letat-0>

<http://www.economie.gouv.fr/aife/facturation-electronique>.

VI – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES ET CONFIDENTIALITE

VI.1 – Protection des données personnelles

France Travail et le Titulaire traitent des données personnelles pour les besoins de l'exécution et du suivi du marché et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution. Ils s'engagent, chacun pour ce qui le concerne, à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dans sa rédaction issue de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie. Les données transmises dans le cadre du marché ne sont pas utilisées à d'autres fins que son exécution ou son suivi ou le suivi des contentieux.

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Pour les traitements mis en œuvre par France Travail, ces droits s'exercent auprès de la Responsable de la Protection des données personnelles de France Travail, par courriel à occ.protectiondesdonneespersonnelles@rgpd.francetravail.fr ou par courrier à l'adresse suivante : France Travail Occitanie, Responsable de la Protection des données personnelles, 600 route de Vauguières - CS 40027 - 34078 Montpellier Cedex 3.

Sauf obligation légale ou réglementaire particulière, France Travail et le Titulaire s'engagent à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution des prestations et au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'exécution du marché.

VI.2 - Secrets professionnels et confidentialité

Comme détaillé dans l'article VI.1 ci-avant, tous les personnels du titulaire participant au présent marché sont tenus par un engagement de confidentialité et de secret professionnel, conformément aux règles de déontologie et de secret professionnel applicables à la profession.

En particulier, ils s'interdisent de communiquer à des tiers, de publier et de présenter au public, de quelque manière que ce soit, tout ou partie du travail effectué dans le cadre des prestations sociales sans l'autorisation préalable et écrite de France Travail.

Les dispositions du présent article resteront en vigueur nonobstant la fin du présent marché par suite d'expiration ou de résiliation, quelle qu'en soit la cause.

Le Titulaire est tenu d'exécuter les commandes dont la durée d'exécution va au-delà du terme du marché dès lors que celles-ci lui ont été notifiées avant l'expiration de cette dernière.

VII - ASSURANCES

Le Titulaire déclare souscrire un contrat d'assurance de responsabilité civile en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue à raison de dommages corporels, matériels ou immatériels subis par toute personne, de son fait ou du fait de ses personnels, à l'occasion de l'exécution du marché. Il déclare également souscrire un contrat d'assurance de responsabilité professionnelle en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue à raison des dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché.

Le Titulaire déclare que les garanties dont il bénéficie à ces titres sont suffisantes au regard de l'objet du marché. A première demande de France Travail, le Titulaire produit les attestations d'assurance correspondantes précisant les types, montant et durée de validité des garanties.

VIII - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL

Conformément aux dispositions des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8254-4 du code du travail, le titulaire produit, sans autre rappel de France Travail, les pièces attestant de la régularité de sa situation au regard de la lutte contre le travail dissimulé.

Pour ce faire, le titulaire met en ligne les pièces sur une plateforme électronique mise à disposition par France Travail dont les coordonnées lui sont communiquées à la notification. Le titulaire s'inscrit sur la plateforme à l'aide des identifiants qui lui sont communiqués et dépose tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les documents suivants :

- s'il est établi en France, il produit les pièces dont la liste figure à l'article D. 8222-5 du code du travail (une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois) ;
- s'il est établi ou domicilié à l'étranger, il produit les pièces dont la liste figure à l'article D. 8222-7 du code du travail ;
- dans tous les cas, il produit la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article D.8254-2 du code du travail. Cette liste, à compléter sur la plateforme, est établie à partir du registre unique du personnel et précise pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Dans l'hypothèse où le titulaire n'emploie pas de salariés étrangers, il produit une attestation sur l'honneur en ce sens.

Le cas échéant, en cas de modification des coordonnées de la plateforme, France Travail communique les informations au titulaire.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que l'article D. 8222-5 et le cas échéant l'article D. 8222-7 du code du travail lui impose de procéder, à l'égard de ses sous-traitants, avant la notification du marché puis en cours d'exécution, à ces mêmes vérifications dès lors que le montant maximum des prestations qu'il envisage de sous-traiter à chacun excède le montant prévu à l'article R. 8222-1 du code du travail, soit 5000 € HT à la date de notification du marché.

En complément de ces obligations, sans préjudice des dispositions du 2^{ème} alinéa de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire du marché, un sous-traitant direct ou indirect, une entreprise de travail temporaire auquel il recourt dès lors qu'il est établi hors de France, détache des salariés dans les conditions mentionnées aux articles L. 1262-1 et L. 1262-2 du code du travail, il remet à France Travail, préalablement à chaque détachement, une copie de la déclaration mentionnée au I de l'article L. 1262-2-1 du même code. A défaut de s'être fait remettre cette déclaration, France Travail adresse, dans les quarante-huit heures suivant le début du détachement, une déclaration à l'inspection du travail dans les conditions définies à l'article L. 1262-4-1 du même code.

IX. - DISPOSITIONS DIVERSES

IX.1 - Dispositions applicables aux groupements d'opérateurs économiques

Dans le cas où le Titulaire du marché public est un groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, il prend la forme d'un groupement solidaire ou d'un groupement conjoint selon la mention portée dans le Document de candidature remis dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu. Dans le cas où le groupement prend la forme d'un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire pour l'exécution du marché de l'ensemble des autres membres du groupement dans leurs obligations contractuelles à l'égard de France Travail ; la répartition des prestations entre les membres du groupement est précisée à la rubrique 1.4 des Dispositions particulières du Contrat.

Le mandataire du groupement, désigné à la rubrique 1.1 des Dispositions particulières du Contrat, représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de France Travail et coordonne leurs prestations pendant toute la durée d'exécution du marché. Le mandataire du groupement est l'interlocuteur exclusif de France Travail pour l'exécution du marché ; toute communication ou notification au titre du marché est le fait de France Travail au mandataire du groupement qui fait son affaire de l'information des autres membres du groupement ou du mandataire du groupement à France Travail.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, le membre du groupement mentionné en premier dans la liste des membres du groupement figurant au Document de candidature du groupement titulaire assume les fonctions de mandataire du groupement.

A première demande de France Travail, le mandataire du groupement transmet une copie de la convention de groupement conclue entre les membres du groupement et de ses éventuels avenants. En aucun cas cette convention n'est opposable à France Travail ; elle ne constitue pas une pièce du marché.

IX.2 - Dispositions applicables en cas de sous-traitance

Le Titulaire se conforme strictement aux dispositions des articles L. 2193-1 à L. 2193-9 et R. 2193-1 à R. 2193-9 du code de la commande publique.

Dans tous les cas où, en cours d'exécution du marché, il envisage de sous-traiter des prestations objet du marché, le Titulaire remet à France Travail contre récépissé ou lui transmet par courrier recommandé avec avis de réception postal une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, précisant la raison ou dénomination sociale et les coordonnées du sous-traitant proposé, le montant maximum à lui payer directement d'une part pendant la première période contractuelle d'exécution du marché, d'autre part et, le cas échéant, pendant les deuxième et troisième périodes contractuelles en cas de reconduction, ses coordonnées bancaires aux fins de paiement direct du sous-traitant, les conditions de paiement et modalités de révision des prix prévues par le projet de contrat de sous-traitance. Sont jointes à la demande, datées et signées par un représentant du sous-traitant ayant compétence à cet effet, une déclaration sur l'honneur certifiant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner prévues aux articles L. 2141-1 à L. 2141-10 du code de la commande publique, ainsi qu'une déclaration relative à sa capacité économique et financière, technique et professionnelle à exécuter les prestations sous-traitées.

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les conditions de paiement du sous-traitant proposé ne peuvent être agréées qu'à condition de ne pas être anormalement basses et de ne pas déroger aux dispositions du Contrat.

Le silence gardé par France Travail pendant vingt-et-un jours calendaires à compter de la date de réception de la demande vaut acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement. Le Titulaire du marché reconnaît être parfaitement informé que le sous-traitant proposé n'est pas autorisé à exécuter quelque prestation au titre du marché avant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par France Travail.

A première demande de France Travail, le Titulaire lui transmet une copie du contrat de sous-traitance et de ses éventuels avenants. En aucun cas le contrat de sous-traitance n'est opposable à France Travail ; il ne constitue pas une pièce du marché.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du marché. En cours d'exécution du marché, le Titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

X - RESILIATION

X.1. - Résiliation aux torts exclusifs du Titulaire

Sans préjudice des poursuites le cas échéant engagées à l'encontre du Titulaire, le marché public est résilié, sans mise en demeure préalable, aux torts exclusifs du Titulaire, dans les cas suivants :

- en cas de faits prohibés par la législation ou réglementation du travail, y compris les dispositions du Livre III de sa sixième Partie, ou relative à la sous-traitance ou d'actes frauduleux ou de tout autre fait pénalement répréhensible commis à l'occasion de l'exécution du marché public ;
- en cas d'inexactitude des renseignements communiqués dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché public a été conclu en application de l'article R. 2143-3 du code de la commande publique, ainsi qu'en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis en application des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ou de refus de produire ces pièces ; lorsque le Titulaire déclare ne pas pouvoir

exécuter ses engagements ; en cas de manquement aux obligations résultant des articles III ou IV du présent Contrat.

- en cas de détournement de finalité des données personnelles porté à notre connaissance, conformément à l'article VI.1 du présent contrat.

Sans préjudice des poursuites le cas échéant engagées à l'encontre du Titulaire, le marché public peut en outre être résilié, sans mise en demeure préalable, aux torts exclusifs du Titulaire :

- dans le cas où le Titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché public, sauf ouverture d'une procédure de redressement judiciaire en application de l'article L. 631-1 du code de commerce dès lors que le Titulaire en a informé sans délai les services chargés de l'exécution du marché public ;
- lorsque, enjoint par France Travail, en application de l'article L. 8222-6 du code du travail, de se conformer à ses obligations découlant des articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du même code, le Titulaire n'a pas, dans un délai de six mois à compter de cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, rapporté la preuve de la fin de sa situation irrégulière.

Le marché public est également résilié, aux torts exclusifs du Titulaire, en cas de manquement de celui-ci à l'une quelconque des autres obligations nées du marché public, après mise en demeure restée sans effet dans le mois calendaire suivant la notification de cette mise en demeure.

La résiliation du marché public aux torts exclusifs du Titulaire n'ouvre droit au versement d'aucune indemnité.

Dans tous les cas mentionnés ci-avant, France Travail Occitanie se réserve en outre la possibilité de pourvoir à l'exécution des prestations objet du marché public résilié, aux frais et risques du Titulaire, à la seule condition de l'en informer à la notification de la décision de résiliation. Le cas échéant, l'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur économique, est à la charge exclusive du Titulaire ; la diminution des dépenses ne lui profite pas. Le Titulaire ne peut prendre part à quelque titre que ce soit à l'exécution des prestations reprises à ses frais et risques par un autre opérateur économique.

Dans tous les cas mentionnés au présent article, la date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision de résiliation. Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que, au choix de France Travail indiqué dans la décision de résiliation, soit le Titulaire poursuit, jusqu'à leur terme et dans les conditions prévues par le marché public, l'exécution des prestations et, le cas échéant, les bons de commande transmis avant la notification de la décision de résiliation, soit les prestations sont arrêtées à la date de notification de la décision de résiliation.

X.2. - Résiliation pour motif d'intérêt général

France Travail peut, à tout moment, par décision unilatérale, mettre fin à l'exécution du marché pour des motifs d'intérêt général. En ce cas, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification de cette décision.

Aussi France Travail, peut, à tout moment, par décision unilatérale, mettre fin à l'exécution du marché pour des motifs de détournement de finalité des données personnelles. En ce cas, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification de cette décision.

XI. LITIGES

En cas de litige, la loi française est seule applicable et les tribunaux français seuls compétents. Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable et, faute de l'obtenir, de s'en remettre à la juridiction administrative compétente. En application du second alinéa de l'article R. 312-11 du code de justice administrative, il est expressément convenu que le tribunal administratif territorialement compétent à l'égard de tout litige se rapportant à l'exécution ou interprétation du marché est le tribunal administratif dans le ressort duquel a légalement son siège le directeur régional de France Travail, signataire du marché.

II- SIGNATURE DES PARTIES

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que cette rubrique lui est réservée

Pour le titulaire, le mandataire du groupement ou l'ensemble des membres du groupement si le mandataire n'a pas été habilité à signer le contrat.

Fait à ...

Le ...

Signature :

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que cette rubrique est réservée à France Travail

Pour France Travail, par délégation :

Fait à _____, le _____

Signature du représentant de France Travail

III- NOTIFICATION DU MARCHE

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que cette rubrique est réservée à France Travail

Est remise au titulaire, à titre de notification du présent marché, une copie du présent contrat

☐ en mains propres

Fait à _____, le _____

Signature du représentant du titulaire

☐ par envoi par la plateforme de dématérialisation dont le titulaire accuse réception

Agrafer sur cette page l'avis de réception dématérialisé.